

## Signification du non-développement

Dumont R.

Le développement

Paris : CIHEAM  
Options Méditerranéennes; n. 11

1972  
pages 15-17

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI010718>

To cite this article / Pour citer cet article

Dumont R. **Signification du non-développement**. *Le développement*. Paris : CIHEAM, 1972. p. 15-17 (Options Méditerranéennes; n. 11)



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>

René DUMONT  
 Professeur à l'Institut  
 National Agronomique  
 Paris-Grignon

# Signification du non-développement



A mesure que nous l'étudions, mais aussi à mesure qu'il s'approfondit, le *Non-Développement* nous apparaît un processus de plus en plus complexe et redoutable, tant par la multiplicité de ses causes que par la gravité de ses conséquences. Nous allons essayer, une fois de plus, d'en schématiser certains traits, tout en soulignant la faiblesse d'un tel dessein, incapable de recouvrir tous les aspects d'un phénomène multiforme, suivant les lieux, donc les conditions historiques, économiques, sociales ou politiques où il se développe. Pour certains, il suffirait de laisser s'épanouir l'entreprise privée ; pour d'autres, de combattre l'impérialisme américain, qui, certes existe ; mais ce sont là des prétextes pour ne pas approfondir l'étude : car il y a aussi les raisons internes des difficultés ; des obstacles qui s'opposent au développement d'ensemble, lequel suppose d'abord une croissance auto-entretenu. Essayons quand même. Le plus grave est que le *développement en chaîne*, qui au cours du siècle précédent gagnait de plus en plus de pays, ne se propage plus guère qu'en quelques îlots. Après Formose, Hong-kong et Singapour, on cite la Corée du Sud, qui s'endette trop vite ; et le Mexique, sur lequel il y aurait beaucoup à dire ; puis la Côte d'Ivoire, le « Japon noir », sur laquelle Samir Amin (1) a fait de très expresses, de très explicites réserves. Un tableau du dernier livre de Paul Bairoch (2), nous fait réfléchir. Il indique onze pays développés en 1860, et vingt-huit en 1930, réunissant alors 37 % de la population mondiale. Mais toujours vingt-huit pays développés en 1970, avec cette fois seulement 30 % des habitants du globe : pas un pays de plus en quarante ans ; et une proportion moindre de nos contemporains « développés » ; donc le *Non-Développement* s'étend, tout comme le nombre absolu des analphabètes.

Bairoch nous montre pourquoi la révolution industrielle relativement facile à ses débuts, devient de plus en plus coûteuse et difficile à transmettre. Mais les difficultés « naturelles » qu'il souligne sont renforcées par les conditions économiques. Le *fait colonial*, on le sait,

a brusquement bloqué les possibilités de développement de l'Inde ; Vanhaeverbeke montre, dans une étude publiée à Louvain, toutes les possibilités qu'aurait pu procurer l'arachide, à son heure de gloire, au début de ce siècle et jusque 1920-1928, et qui n'ont pas pu être exploitées au Sénégal, du seul fait du pouvoir colonial. Le Capitalisme central a préféré se réserver, par une « division internationale du travail » réalisée à son profit exclusif, les activités de transformation les plus rentables. Aux non-développés, il laisse le soin de fournir des matières premières qui furent d'abord agricoles : épices, puis sucre, tabac, coton, café, thé, cacao, matières grasses, caoutchouc, fibres dures, etc... Entre temps, il lui demande aussi des esclaves pour ses plantations. Aujourd'hui, il requiert de plus en plus de pétrole et de minerai, fer ou cuivre, bauxite pour l'aluminium...

Confirmés dans les activités les moins rentables, les moins formatrices, les moins développantes, les non-développés ont cependant « bénéficié » des progrès de la médecine ; surtout quand les riches ont craint que les transports aériens ne diffusent trop vite les épidémies chez eux. En réduisant aussi brutalement le taux de mortalité, diminué de moitié à Ceylan en 1946-54 (là où il avait fallu un siècle en Angleterre pour un effet analogue), on n'a guère pu élever le niveau de vie, lequel entraîne la baisse de la natalité. L'explosion démographique prend de telles proportions, nous dit Pierre George (3) à propos du subcontinent indien, que : « La régulation des naissances apparaît aujourd'hui comme une fragile chance de sauvetage d'une économie et d'une société menacées de *nauffrage démographique* en l'absence de perspectives concrètes d'une révolution économique, qui serait d'ailleurs inconcevable dans un pareil contexte de pression démographique ».

En 1960, chacun voyait la Chine dépasser le milliard d'habitants bien avant l'Inde. En 1972, les démographes des Nations-Unies renversent leurs *prospectives*. L'Inde devrait gagner maintenant cette redoutable course et perdrait alors ses dernières chances. Pour le subcontinent (Inde, Pakistan, Bangladesh), dans

(1) *L'Afrique de l'Ouest bloquée*, Editions de Minuit, Gallimard, 1971.

(2) *Le Tiers Monde dans l'impasse*, Idées, Gallimard, 1971.

(3) *Annales de géographie*, en 1971, *Problèmes et politiques démographiques dans le subcontinent indien*.

Photo UNESCO, Jack Ling.



Inde : Repiquage du riz.

les tendances actuelles, nous dit P. George, « le milliard doit être dépassé entre 1980 et 1985 ». Autant dire demain. La *révolution verte* aura donc fort à faire, car si les blés mexicains ont réussi du Pakistan au Pundjab, les riz miracle, les IR des Philippines, sont bien plus exigeants (fertilisants, fongicides et surtout contrôle de l'eau) donc plus ardu à généraliser. Les rizières planées et irriguées de la Chine au Vietnam lui conviennent bien mieux que les « pseudo-rizières » non nivelées, alimentées par les seules pluies, sans aucun contrôle de l'eau, qui dominent encore en Inde.

Le rapport Pearson, rédigé en 1969 pour la Banque Mondiale, a donc été ici encore, beaucoup trop optimiste. L'Inde importe 10 millions de tonnes de céréales en 1970, contre 3,5 en 1961. En 1971, elle annonce une production de 106 millions de tonnes de food grains (4), contre 245 millions d'aliments de base produits en Chine. Même si le total chinois ajoute à cet ensemble céréales et légumes secs, la matière sèche des tubercules, il ne comprend pas les légumes frais infiniment plus abondants en Chine qu'en Inde. Les visiteurs des deux pays, quelque soient leurs opinions, reconnaissent que la malnutrition a été éliminée de la Chine, alors qu'elle s'aggrave en Inde, touchant probablement la moitié des foyers ruraux en 1970, contre un tiers en 1960 ; car la Chine a fait un effort d'équipement agricole

(4) En 1958, on se proposait comme objectif les 110 millions de tonnes pour 1966. (J'étais alors en mission en Inde).

inouï tout en réduisant rapidement son taux de croît démographique qui se situe peut-être autour de 1,6 % l'an, contre 2,3 % pour la décennie 1950-60 dans le même pays ; et en face de 2,5 à 3 %, plus probablement 3 %, nous dit Pierre George, en Inde. Je ne regrette malheureusement pas encore d'avoir, en 1966, lancé le cri d'alarme : « Nous allons à la famine ». Mieux vaudrait dire, hélas, « Nous y sommes en plein », du Bengladesh au Kérala, du Centre Est de Java à Bali, des montagnes andines de Colombie et de Bolivie au Nord-Est du Brésil. En Afrique Orientale tout comme dans le Sahel au Sud du Sahara, les famines ici, les disettes là, reparaissent périodiquement, au rythme des sécheresses ; quand les guerres ne les aggravent pas, du Biafra au Soudan méridional, du Bangladesh au Vietnam, au Cambodge et au Laos, en attendant la Thaïlande. La première décennie du développement se proposait d'amorcer réellement celui-ci, par une politique dite d'« aide », dont le rapport Pearson faisait grand cas, annonçant 4,8 % de progrès brut d'ensemble pour 1960-68. Cet ensemble est d'abord largement absorbé par le croît démographique surtout quand il dépasse 3 % ; il est ensuite fort hétéroclite et bien des pays stagnent, comme la Tunisie ou le Sénégal où je suis en train de montrer l'aggravation récente de la situation des « Paysanneries aux abois » (5). Chaque année

(5) Sous ce titre, avec en sous-titre *Ceylan, Tunisie, Sénégal*, je fais paraître en mai 1972, un essai aux Éditions du Seuil.

au Sénégal, depuis que l'arachide a pris la place d'une partie des cultures vivrières, les soudures alimentaires, dans les périodes précédant la récolte des grains deviennent de plus en plus difficiles, du fait de la dégradation des termes de l'échange et du coût excessif d'une monétarisation prématurée de l'économie accompagnée d'un accroissement de production insuffisant pour en payer les frais.

L'Inde ne compte que 2,5 % de sa population active dans l'industrie, beaucoup moins que la diminution de sa population engagée dans l'artisanat depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle ! En 1977, nous précise Tibor Mende (6), l'Inde et le Pakistan, l'Indonésie et la Tunisie devraient, pour régler leurs dettes, y consacrer 60 % de leurs recettes d'exportations. Le flux net de l'argent tend à s'inverser et à couler vers les riches ; et Mende montre le peu de réalité concrète et l'efficacité encore moindre de cette « aide », qui va surtout à nos exportateurs. On comprend que le rapport Gorse sur l'aide française, s'il aboutissait à cette conclusion, n'ait pas été publié.

Reste encore, parmi bien d'autres, un échec finalement sanglant au sens propre : celui de régimes politiques et économiques importés de l'Occident, dans des conditions socio-économiques totalement différentes. Gunnar Myrdal disait au Parlement Indien, en avril 1958, que l'Occident n'avait réalisé son type de démocratie qu'après avoir atteint un niveau déjà élevé de développement industriel. Les coopératives agricoles danoises de transformation et de vente sont nées de la base, sans le moindre support de l'Etat ; dans les pays sous-industrialisés, par contre, c'est le gouvernement et l'administration qui cherchent à les introduire du sommet : et elles représentent alors des constructions bureaucratiques. En Tunisie, les coopératives sont devenues, en 1963-69, de nouveaux moyens de *dépossession* des petits fellahs ; au Sénégal, elles constituent finalement les nouvelles structures d'*exploitation* des paysans archidiars ; à Ceylan : « elles avaient promis d'apporter la prospérité au village, elles ne l'ont apporté qu'à leur Président » me disait un agronome de ce pays, en avril 1971 (7).

Couronnant le tout, et largement responsable de toutes les autres faillites, le plus monumental des échecs me paraît encore celui de nos *systèmes d'éducation*. Ceylan comptait, au début de 1971, une proportion de jeunes dans l'enseignement secondaire plus élevée que celle de l'Europe Occidentale en 1950. Mais 5 % seulement de ces écoles secondaires avaient des cours de Sciences, et 75 % de ses étudiants, de par leurs études antérieures et leur méconnaissance de l'Anglais, s'engouffraient dans « l'impasse » des facultés de Lettres, de Droit qui en conduisent désormais la majorité au cho-

(6) *De l'aide à la recolonisation, les leçons d'un échec*, Éditions du Seuil, 1972.

(7) En pleine insurrection armée des jeunes qui fit dans leurs rangs de 15 à 20 000 victimes — semaines sanglantes qui se situaient trop bien au Centenaire de la Commune de Paris.

mage. C'est aussi la situation de la majorité des bacheliers, en plus des 10 000 licenciés sans emploi.

Le privilège, la propriété des connaissances, comme celles des fonctions de direction, quand elle est réservée à une minorité, permet d'exploiter ceux qui ne les possèdent pas, donc surtout les paysans : un peu comme la propriété privée des moyens de production. Seule l'alphabétisation fonctionnelle généralisée des paysans et autres travailleurs, en commençant par ceux qui sont engagés dans des opérations de développement, leur permettra de contrôler leurs coopératives, présidents et peseurs inclus, et même leurs conseillers techniques et de comprendre le mécanisme (donc de déjouer) des astuces frauduleuses des nouvelles structures d'exploitation. Si on y met tous les moyens, si on a recours à des bénévoles, comme au Mali (ils sont payés en prestige) et si les paysans construisent leur école en banco, il ne reste à payer que le tableau, la lampe et les stylos-bille ; puis le transistor, car la radio permet la démultiplication d'un tel enseignement. A ce moment, une telle action se met à la portée des Etats les plus pauvres, s'ils savent réaliser une mobilisation politique.

Nous décelons certes de mieux en mieux les échecs et certains aspects de ce non-développement, que Gunder Frank appelle même « le développement du sous-développement », nous progressons plus lentement dans l'analyse de leurs causes car bien des phénomènes interfèrent (8). Il est encore plus difficile d'en dégager des lignes de conduite précises, des règles normatives qui seraient sûrement efficaces en vue de faciliter un développement accéléré. C'est pourtant, et bien heureusement, ce que vont tenter les études réunies dans ce volume. Le problème est d'abord politique car la politique est toujours au poste de commande. Le système capitaliste ne réussit pas dans les pays qu'il domine et qu'il exploite, aussi bien que là où il a pris son premier essor, ceci paraît désormais assez clair.

Mais le socialisme, conçu en Europe, comme prototype de Société Post-capitaliste, donc déjà développée, doit être repensé, si l'on veut qu'il s'adapte à chaque situation de non-développement. Car le point de départ est fort différent, non seulement entre les Continents, mais entre les pays du même Continent (Haïti et Mexique) ou entre les régions du même pays (Bengale et Pundjab en Inde, Sao Paulo et Nordeste au Brésil) ; sinon même Bretagne et Lorraine.

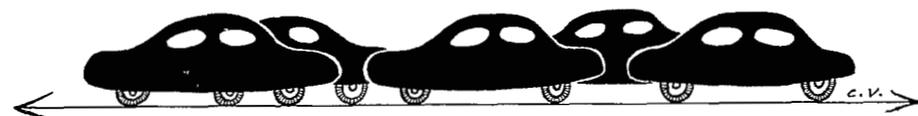
Certes l'exemple chinois me paraît être celui qui mérite d'être étudié de plus près, car il s'agit maintenant de redéfinir les buts même du développement. Il n'est plus possible de se contenter de relever « défi américain » ; le Krouchtchev de 1960, qui se proposait de rattraper et dépasser l'Amérique en cinq ans, n'y est pas arrivé. Il ne faut plus y compter,



Tanzanie : Alphabétisation.

surtout pas. Quatorze milliards d'habitants en l'an 2040, s'ils avaient le niveau de vie des Etats-Unis de 1972, réaliseraient la pollution de l'entière planète et nous condamneraient à l'asphyxie généralisée dont j'ai eu un premier aspect à Los Angeles.

Sortir du non-développement, c'est élaborer un nouveau type de civilisation qui pourrait être conçu comme un socialisme de semi-austérité, fournissant à tous un minimum satisfaisant d'alimentation, vêture, logement et éducation, loisirs... mais refusant les multiples gadgets de notre monde sophistiqué et d'abord leur symbole le plus nocif, les deux ou trois automobiles privées par famille.



Le défilé des Mercedes sur le pont Houphouët-Boigny d'Abidjan, spectacle très symbolique, restera intolérable, tant qu'il subsistera fort près de lui des cas de kwashiorkor dans les bidonvilles de cette agglomération. Voici la meilleure illustration de mal-développement qui conduirait rapidement, si l'on n'y prenait garde, dans l'impasse socio-économique de la sud-américanisation. Heureusement, il nous reste la jeunesse contestataire de tous les pays du monde. Encore lui faudra-t-il mieux étudier les problèmes du développement si elle voulait arriver à plus d'efficacité, et d'abord en se solidarisant avec les paysannes opprimées.

(8) Signalons encore *L'Echange inégal* d'Arghiri Emmanuel, Maspéro, 1969.

L'étude de Gunder Frank est aussi publiée chez Maspéro.